CORONAVIRUS

Adapter la stratégie pour vivre malgré le virus?

Home (https://www.lavenir.net) > Société (https://www.lavenir.net/societe) - Aujourd'hui à 06:00 - Alain WOLWERTZ - L'Avenir () Lecture 4 min.



Photonews

Faire muter la stratégie «zéro Covid» en une stratégie «Covid safe»: c'est l'idée développée hier dans une carte blanche cosignée par trois experts. Pas n'importe lesquels puisqu'il s'agit de Nathan Clumeck, professeur en maladies infectieuses, Marius Gilbert, épidémiologiste et ancien membre des groupes d'experts qui a conseillé le gouvernement fédéral, et Leila Belkhir, infectiologue qui conseille la commission d'enquête covid à la Chambre.

Plus d'un an après le début de la pandémie, on connaît mieux le virus et les moyens de le détecter et de s'en prémunir. On sait aussi que si les vaccins sont efficaces, le taux de couverture vaccinale et les mutations du virus écartent, au moins à moyen terme, la possibilité d'une éradication de la maladie.

Les trois experts proposent donc d'adapter la stratégie pour vivre «malgré le virus». «Il s'agit de réduire les risques de transmission de manière beaucoup plus ciblée et d'accepter un risque résiduel comme nous l'avons toujours fait dans d'autres domaines [...]», disent-ils. Il ne s'agirait donc plus d'appliquer un "lockdown" secteur par secteur mais bien d'identifier «le risque relatif de toute activité professionnelle ou de loisir en fonction de son contexte, de son lieu, des caractéristiques de ventilation et de sa durée». Et donc de s'y adapter avec des protocoles sanitaires ad hoc, avec les moyens techniques qui ne cessent de se développer (systèmes de filtration et d'aération, auto-tests,...) et évidemment les gestes barrières et le port du masque. À deux jours d'un important comité de concertation, nous avons sondé les trois secteurs les plus impactés par la crise au sujet de cette adaptation de la stratégie.

«Métiers de contact: on le faisait déjà avant»

Adapter sa façon de travailler au virus? «Mais c'est ce qu'on faisait déjà lors de la reprise le 13 février», dit Patrick Dumont, vice-président de l'Union des coiffeurs belges et de l'UCM. Limitation du nombre de clients, aération, détecteur de CO2... «Je ne vois pas ce qu'on peut faire de plus.» Par ailleurs, pour les coiffeurs comme pour nombre de métiers de contact, le maintien d'obligation d'aération, de la limite de concentration de CO2 à 800 ppm ou de restriction du nombre de clients ne sont pas tenables sur le long terme. Car toutes les mesures ne sont pas compatibles avec la pratique de certains métiers contact (fenêtres ouvertes par exemple) et que cela limite forcément le nombre de clients et donc le chiffre d'affaires. «Il n'était que de 50% chez les coiffeurs lors de la reprise en février.»

À court terme, en vue d'assurer une reprise, par contre... «*Même si ce n'est pas drôle, très* peu de personnes sont contre les mesures qui ont été imposées. Par contre, les gens s'insurgent au regard de tous les sacrifices déjà consentis et du peu de résultats que cela a donné»

Horeca: «Ne pas lier ça à la réouverture du 1er mai»

«Si on conditionne la réouverture aux chiffres de l'épidémie (qui sont inatteignables), on restera fermé bien au-delà du 1er mai. Donc, oui, le secteur est demandeur de solutions et est à l'écoute concernant tout ce qui pourrait rendre la situation la plus sûre possible pour permettre de rouvrir.» Pour Thierry Neyens, président de l'horeca Wallonie, certains équipements technologiques peuvent faire partie des solutions. Mais il est important d'avoir une labellisation et une validation scientifique du secteur de la santé concernant ce

type d'équipements, dit-il. «*Car il y a un gros lobby commercial derrière tout ça et nous devons savoir quelle technologie et pour quel type d'établissement.*» Se pose en outre la question du financement de tels équipements alors que le secteur n'a plus de liquidités...

«En attendant, avec la bonne saison, on peut déjà fonctionner en ventilant et on ne doit pas lier la question de ces solutions techniques à la réouverture du 1er mai. Mais sur long terme, comme on devra vivre avec le virus, c'est sans doute une solution.»

Activités culturelles: «A adapter selon les opérateurs»

Adapter la stratégie pour permettre une reprise des activités culturelles?

«On n'arrête pas d'y travailler, que ce soit avec la ministre Linard (NDLR: ministre de la culture de la Fédération Wallonie-Bruxelles) et avec les ministres du Fédéral», indique Nadine Renquet. Que des protocoles stricts et des aménagements techniques fassent partie de cette stratégie de "cohabitation" avec le virus, pourquoi pas, note la directrice de l'association des programmateurs d'associations culturelles de la Fédération Wallonie-Bruxelles (centres culturels, lieux de diffusion, théâtres,...). «Mais ces solutions doivent être adaptées en fonction de la réalité des opérateurs culturels.» Pas question d'imposer les mêmes aménagements pour une salle de 100 personnes et un complexe de 5 000 personnes. Et puis, qui va payer? La FWB? Le Fédéral?

Mais en attendant, le secteur culturel plaide pour une reprise dès le 1er mai. «*Le virus, on doit vivre avec. Mais on doit absolument reprendre pour la santé mentale des gens et pour que les gens du secteur puissent à nouveau vivre de leur métier.*»